

REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO

MINISTERE DES FINANCES

BUDGET DE L'ETAT

EXERCICE 1983

TOME I

LOI N° 52/82 DU 30 DECEMBRE 1982
PORTANT LOI DE FINANCES POUR 1983

MINISTERE DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

BUDGET DE L'ETAT
=====

EXPOSE DES MOTIFS

Le Budget général de l'Etat pour 1983 est arrêté tant en Recettes qu'en Dépenses à la somme de 388.967.000.000 F.CFA soit :

- pour le Budget de fonctionnement à 241.000.000.000 F.CFA contre 184.500.000.000 F.CFA en 1982 c'est-à-dire + 56.500.000.000 F.CFA ou + 30,62
- pour le Budget d'investissement à 147.967.000.000 F.CFA contre 116.432.000.000 F.CFA en 1982 c'est-à-dire + 31.535.000.000 F.CFA ou + 27,08 %.

Les deux Budgets se présentent comme suit :

a) recettes du Budget de fonctionnement	304.000.000.000 F
déduire la contribution au Budget d'investissement	- 63.000.000.000 F
Budget réel	241.000.000.000 F
b) Budget d'investissement	
Contribution du Budget de fonctionnement	63.000.000.000 F
Autres ressources	84.967.000.000 F
Total	147.967.000.000 F

PREMIERE PARTIE.- DES VOIES ET MOYENS

Paragraphe 1er.- Dispositions d'ordre fiscal

1.- Des droits et taxes de douane

La Loi de Finances pour 1976 avait accordé l'exonération des droits et taxes de douane aux viandes et abats. L'article 2 de la présente Loi étend cette exonération aux produits de la position tarifaire 05.04.00.

2.- De la B.N.D.C.

La Banque Nationale de Développement du Congo bénéficie depuis sa création de l'exonération totale des droits et taxes pour les opérations de toute nature relatives "à sa constitution et à son fonctionnement" (article 5 de la Loi n° 19/61 du 25 février 1961). Si, à l'époque, ce régime privilégié était justifié pour la mise en place de cette Institution, aujourd'hui plus rien ne justifie son maintien. En Effet, vingt ans après sa création, la BNDC est financièrement solide et jouit d'une bonne réputation tout autant que les autres banques nationales. C'est pourquoi, l'article 3 de cette Loi abroge purement et simplement l'article 5 de la Loi n° 19/61.

DEUXIEME PARTIE.- DES BUDGETS ET COMPTES SPECIAUX.

Est autorisé le fonctionnement pour l'année 1983 des Budgets et Comptes spéciaux tels qu'ils existent actuellement.

TROISIEME PARTIE.- BUDGET DE L'ETAT.

A. BUDGET DE FONCTIONNEMENT

Des ressources

Les ressources du Budget de fonctionnement arrêtées à 304.000.000.000 F comprennent :

les impôts sur le revenu pour 56.000.000.000 F. Ils augmentent de 23.200.000.000 F ou 70,74 % par rapport aux prévisions initiales de 1982 et représentent 18,43 % des ressources globales du Budget

../...

les droits et taxes en douanes pour 40.000.000.000 F soit une croissance de 11.000.000.000 F ou 37,94 % sur 1982; leur part est de 13,16 % dans le total du Budget,

les recettes pétrolières comprennent :

* les redevances pétrolières pour 80.000.000.000 F

* l'impôt sur les Sociétés pétrolières pour 124.000.000.000 F

Total 204.000.000.000 F

ce qui représente + 54.000.000.000 F ou + 36 % sur 1982 et 67,11 % du Budget 1983

les produits des domaines et des services administratifs pour 4.000.000.000 F

Il s'agit pour la plupart de recettes d'un montant très faible réalisées par diverses Administrations. Parmi les plus fortes d'entre elles, on peut citer :

1.051.000.000 F provenant des redevances et droits forestiers

95.000.000 F produites par la taxe de contrôle des prix

355.000.000 F réalisées par la Direction Générale du Crédit et des Relations Financières

1.257.300.000 F provenant de la gestion précédente.

../...

2. Les charges

Les charges du Budget de fonctionnement pour 1983 sont arrêtées à 304.000.000.000 F et comprennent :

- 1 - la dette publique pour 97.018.892.000 F contre 66.025.000.000 F en 1982 (27,17 %) soit : +30.993.892.000 F ou 46,94 %.

L'ensemble de la dette représente 31,92 % du Budget

- 2 - la rémunération du personnel

De 53.812.799.000 F en 1982, les crédits alloués pour le personnel en 1983 passent à 58.270.335.000 F c'est-à-dire +4.457.636.000 F ou +8,28 %. Ils constituent 19,16 % du Budget global contre 22,14 % en 1982.

La répartition des crédits alloués est la suivante :

1) Recrutements programmés 1983

L'effectif des étudiants attendus en fin de formation en 1983 est de 5925, soit 3006 pour la formation moyenne et, 2919 pour la formation supérieure. L'incidence globale est évaluée à 500.000.000 de francs pour les trois derniers mois de l'année.

2) Recrutements programmés 1982

Pour 1983, le crédit nécessaire à la poursuite des recrutements prévus au titre de 1982 est de 1.000.000.000 F

3) Recrutements des cadres moyens et subalternes

Un forfait de 200.000.000 de francs est proposé pour la couverture de cette dépense. Cette enveloppe permet le recrutement de 383 agents à savoir :

- Catégorie D9 indice 430; 147 agents pour une incidence annuelle de 100.548.000 F
- Catégorie F14 indice 210; 236 agents pour une incidence annuelle de 99.452.000 F.

4) Recrutement des Bacheliers et agents titulaires du B.E.M.T.

Les besoins exprimés par les différents Départements ministériels pour le recrutement des agents titulaires du Baccalauréat et du Brevet d'Etudes Moyennes Techniques, sont évalués à 2209 agents; soit une incidence annuelle de 1.601.148.000 Francs.

DESIGNATION	INDICE	EFFECTIF	TRAITEMENT MENSUEL	INCIDENCE ANNUELLE
- Baccalauréat	530	918	68.000 F	749.088.000 F
- B.E.M.T.	390	1291	55.000 F	852.060.000
		2209		1.601.148.000 F

Mais compte tenu de l'enveloppe dégagée au titre des recrutements pour l'année 1983, un forfait de 535 Millions est prévu pour la couverture de cette nature de dépenses pendant 12 mois.

Cette somme pourrait permettre le recrutement de 711 agents à savoir :

- Bacheliers : 420 agents pour une incidence de 342.720.000 Francs
- B.E.M.T. : 291 agents pour une incidence de 192.280.000 Francs.

5) Prise en charge

Cette opération concerne d'une part, les agents bénévoles placés dans les différents postes de travail, et d'autre part les agents évoluant dans les services à budget autonome. Leur prise en charge régulière par le Budget de l'Etat en tenant compte de leur qualification et de leur classement dans la Fonction Publique, nécessite un crédit de 288.222.000.

DEPARTEMENTS MINISTERIELS	EFFECTIFS	INCIDENCE ANNUELLE
- Présidence de la République	4	1.680.000 F
- Justice, Garde des Sceaux	42	22.000.000 F
- Information et P.T.T.	61	31.000.000 F
- Agriculture et Elevage	95	41.000.000 F
- Eaux et Forêts	12	6.900.000 F
- Finances	2	1.231.000 F
- Education Nationale	39	30.600.000 F
- Culture et Arts, Chargé de la Recherche Scientifique...	42	25.143.000 F
- Jeunesse et Sports	108	63.668.000 F
- Santé et Affaires Sociales (Direction Générale des Affaires Sociales)	157	65.000.000 F
TOTAL	562	288.222.000 F

6) Provision pour avancement

Un forfait de 500.000.000 de francs est prévu pour l'avancement du personnel civil et militaire.

7) Provision pour allocations familiales

A défaut de statistiques précises attendues de l'Office Congolais d'Informatique, un forfait de Francs 100.000.000 est proposé pour cette ligne budgétaire. A titre indicatif, ce forfait représente le paiement d'allocations familiales pour 6 944 enfants à raison de 1.200 par enfant et par mois.

8) Provision pour couvrir l'augmentation, la création et l'extension de certaines indemnités.

Un forfait de Francs 300.000.000 est prévu à cet effet, ~~il~~ est réparti comme suit :

- a) Augmentation des indemnités des charges administratives..... 140.427.000 F
- b) Attribution des indemnités aux Conseillers Pédagogiques..... 12.936.000 F
- c) Revalorisation de l'indemnité de sujétion allouée aux personnels des Services Judiciaires et création d'une indemnité spécifique au profit des Juges non professionnels 146.637.000 F

9) Paiement de l'indemnité de logement due aux Stagiaires 300.000.000 F

Ce montant permet la prise en charge de :

- * 667 agents non accompagnés pour une incidence de Francs : 160.000.000 F
- * 291 agents accompagnés pour une incidence de Francs : 140.000.000 F



10) Provision pour augmentation des indemnités de logement des stagiaires

L'indemnité de logement des Agents de l'Etat mis en stage de formation à l'Etranger est restée fixe depuis 1975, sur les taux de :

- 20.000 francs pour les agents non accompagnés de leur famille

-et 40.000 francs pour les agents accompagnés de leur famille.

Compte tenu du coût du loyer en Europe, les montants initiaux sont augmentés de 50 % :

DESIGNATION	EFFECTIFS DES AGENTS	MONTANT ACTUEL	AUGMENTATION PROPOSEE	NOUVEAUX TAUX	INCIDENCE ANNUELLE DE L'AUGMENTATION
- Agent non accompagné.	667	20.000	10.000	30.000	80.040.000 F
- Agent accompagné.....	500	40.000	20.000	60.000	120.000.000 F
TOTAL	1.167				200.040.000 F

Arrondi à 200.000.000 de francs.

- 11) Paielement des indemnités de mise d'équipement = 64.050.000 F
- 12) Paielement des indemnités des heures supplémentaires = 45.624.000 F
- 13) Paielement indemnités de pléthore = 71.460.000 F

Cette provision concerne les Enseignants qui seront intégrés dans les cadres réguliers de la Fonction Publique à compter du 1er Octobre 1983.

- 14) Recrutement du Personnel local dans les Ambassades = 98.568.000 F

Cette enveloppe est ventilée de la manière suivante :

A M B A S S A D E S	EFFECTIF	INCIDENCE ANNUELLE
1 - ADDIS-ABEBA	3	4.320.000 F
2 - ALGER	2	2.400.000 F
3 - BANGUI	5	1.500.000 F
4 - BUCAREST	5	5.640.000 F
5 - LA HAVANE	2	2.040.000 F
6 - LIBREVILLE	3	2.160.000 F
7 - WASHINGTON	8	23.880.000 F
8 - NEW YORK	3	7.800.000 F
9 - YAOUNDE	3	1.320.000 F
10 - BRASILIA	8	21.720.000 F
11 - LUANDA - CABINDA	7	5.940.000 F
12 - ROME	11	19.848.000 F
TOTAL	60	98.568.000 F

15/- Paielement 1/4 salaire aux Médecins-Professeurs

A défaut de statistiques précises, un forfait de francs 20.000.000 est prévu à cet effet. Cette indemnité est allouée aux Médecins-Professeurs (corps enseignant), appelés à fournir d'autres prestations de service dans les Centres hospitaliers.

16/- Augmentation des salaires des Diplomates

Un crédit de 65.000.000 de francs est prévu pour supporter la revalorisation des traitements du personnel en poste dans les Missions Diplomatiques et Postes consulaires de la République Populaire du Congo. Cette incidence représente les 12 % de la solde indiciaire de base pour les pays de la Zone Franc et, 14 % pour les pays hors de la Zone Franc.

17/- Arriérés des salaires

Les arriérés des salaires recouvrent les sommes dues au titre des soldes d'activité, avancement, allocations familiales, capital-décès et autres indemnités dont le montant global s'élève à environ 2 Milliards de francs CFA, restés impayés faute de crédits budgétaires.

Un montant forfaitaire de 169.612.000 F est inscrit pour l'apurement partiel de ce passif.



../...

RECAPITULATION

DESIGNATION	INSCRIPTION BUDGETAIRE
- Recrutements programmés 1983	500.000.000 F
- Recrutements programmés 1982	1.000.000.000 F
- Recrutements des cadres moyens et subalternes	200.000.000 F
- Recrutements des Bacheliers et Agents titulaires du BEMT...	535.000.000 F
- Prise en charge	288.222.000 F
- Provision pour avancement	500.000.000 F
- Provision pour allocations familiales	100.000.000 F
- Création, augmentation et extension de certaines indemnités	300.000.000 F
- Augmentation indemnités de logement des Stagiaires.....	200.000.000 F
- Paiement indemnités de logement des Stagiaires	300.000.000 F
- Paiement indemnités de mise d'équipement	64.050.000 F
- Paiement indemnités des heures supplémentaires	45.624.000 F
- Paiement indemnités de pléthore	71.460.000 F
- Recrutement Personnel local dans les Ambassades.....	98.568.000 F
- Paiement quart de salaire aux Médecins-Professeurs	20.000.000 F
- Augmentation des salaires des Diplomates	65.000.000 F
- Paiement arriérés des salaires	169.612.000 F
TOTAL	4.457.536.000 F

3. Les dépenses de matériel

Les crédits alloués sont de 24.355.360.000 F soit 0,01 % du Budget contre 0,00 % en 1982.

L'accroissement est de 2.956.640.000 F représentant 13,01 %.

Cette augmentation ne satisfait qu'une partie des besoins nouveaux exprimés par les Départements Ministériels.

En général, la plupart des Départements ont obtenu un complément de 10.000.000 F sur leurs crédits de 1982. Certains d'entre eux ont été plus favorisés :

- Premier Ministre	+	411.712.000 F
- Ministère de la Défense Nationale	+	1.620.000.000 F
- Ministère des Affaires Etrangères	+	96.040.000 F
- Ministère de l'Information et PTT.....	+	75.000.000 F
- Ministère de l'Intérieur	+	110.000.000 F
- Ministère de l'Education Nationale	+	220.000.000 F
- Ministère de la Santé et des Affaires Sociales	+	44.300.000 F

4. Les Charges Communes

De 16.134.799.531 F en 1982, elles baissent à 13.139.234.000 F soit - 2.995.565.531 F ou - 18,56 %, elles représentent 4,32 % du Budget 1983 contre 6,63 % en 1982.

La décroissance s'explique par des annulations opérées sur diverses lignes du "matériel à l'intérieur" telles que :

- apurement déficit (FNS)	-	863.000.000 F
et du "matériel à l'étranger" telle que		
- transport des Pionniers Congolais à CUBA	-	450.000.000 F

5. Les Transferts hors Contribution à l'Investissement

De 27.120.673.469 F en 1982 soit 11,16 % du Budget, ils s'élèvent à 48.216.171.000 F soit + 21.087.497.531 F ou + 77,73 %. Ils représentent 15,86 % du Budget 1983.

Cette croissance considérable est imputable aux substantiels compléments de crédits accordés à un certain nombre de Département tels que :

- Dotation aux Services Régionaux	300.000.000 F
---	---------------

- Travaux Publics et Construction + 620.000.000 F
 - Santé et Affaires Sociales + 255.124.915 F
 - Jeunesse et Sports + 281.717.000 F
 - Agriculture et Elevage + 104.475.072 F
- etc.

Par ailleurs, un crédit de 16.145.000.000 F est inscrit au titre du Ministère des Finances pour faire face à une éventuelle défaillance de certains Organismes publics vis-à-vis de leurs créanciers. Cette provision sera versée à la Caisse Congolaise d'Amortissement pour le compte desdits débiteurs.

Contribution à l'investissement

De 58.500.000.000 en 1982, elles passent à 63.000.000.000 F soit +4.500.000.000 F ou +7,69 %.
Elle constitue 20,73 % du Budget.

x

x x

Le Budget de fonctionnement stricto sensu c'est-à-dire déduction faite de la contribution reversée au Budget d'investissement est donc de :

241.000.000.000 F
contre 184.500.000.000 F en 1982
soit + 56.500.000.000 F ou + 30,62 %.

Quant à la comparaison des Budgets globaux de fonctionnement, elle se présente comme suit :

1983 304.000.000.000 F
1982 243.000.000.000 F
soit + 61.000.000.000 F ou +25,10 %



TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES

DESIGNATION	SERVICES VOTES 1 9 8 2	DECRET D'AVANCE	TOTAL PREVI- SIONS 1982	PREVISIONS 1 9 8 3	D I F F E R E N C E S		%	%
					EN PLUS	EN MOINS		
- Dette Publique.....	49.300.000.000	16.725.000.000	66.025.000.000	97.018.892.000	30.993.892.000	-	46,94	31,92
- Personnel.....	53.812.799.000	-	53.812.799.000	58.270.335.000	4.457.536.000	-	8,28	19,16
- Matériel.....	20.562.428.000	836.300.000	21.398.728.000	24.355.368.000	2.956.640.000	-	13,81	8,01
- Charges Communes.....	13.144.484.000	2.990.315.531	16.134.799.531	13.139.234.000	-	2.995.565.531	18,56	4,32
- Transferts hors contribu- tion à l'investissement..	26.680.289.000	448.384.469	27.128.673.469	48.216.171.000	21.087.497.531	-	77,73	15,86
- Contribution à l'inves- tissement.....	50.000.000.000	8.500.000.000	58.500.000.000	63.000.000.000	4.500.000.000	-	7,69	20,73
T O T A L.....	213.500.000.000	29.500.000.000	243.000.000.000	304.000.000.000	63.995.565.531	2.995.565.531	25,10	100,00

(1) Pourcentage de variations

(2) Pourcentage par rapport au total Budget 1983.

QUATRIEME PARTIE.- BUDGET D'INVESTISSEMENT

1. RESSOURCES

Les ressources certaines pour la tranche 1983 du Plan Quinquennal sont estimées à 147.967.000.000 F.CFA contre 116.432.000.000 F.CFA pour 1982.

Parmi les ressources propres, figure au premier rang la contribution du Budget de fonctionnement pour 63.000.000.000 F tandis que diverses taxes et produits financiers y entrent pour 4.975.000.000 Francs.

Les emprunts sont estimés à 72.932.000.000 Francs et des aides extérieures sont espérées pour 7.060.000.000 F.

2. CHARGES

Les crédits de paiement accordés au Ministre du Plan pour la tranche 1983 du Plan Quinquennal se montent à 147.967.000.000 F contre 116.432.000.000 F.CFA pour 1982.

Ce montant est couvert :

- pour 63.000.000.000 F par la contribution du Budget de fonctionnement;
- pour 72.932.000.000 F par des emprunts contractés par l'Etat et
- pour 12.035.000.000 F par des taxes diverses et produits financiers ainsi que par des aides extérieures.

La répartition des crédits privilégie les Départements suivants :

- 
- Travaux Publics et Construction pour 54.964.000.000 F soit 37,15% du total,
 - Transports et Aviation Civile pour 13.700.000.000 F soit 9,26%
 - Plan pour 10.825.000.000 F soit 7,32 %

.. / ...

Ont reçu moins de 10 Milliards :

1.-	L'Agriculture et Elevage	9.432.000.000 F soit	6,38 %
2.-	L'Industrie et Pêche	8.760.000.000 F soit	5,92 %
3.-	L'Information, Postes et Télécommunications	7.286.000.000 F soit	4,92 %
4.-	Les Eaux et Forêts	6.557.000.000 F soit	4,44 %
5.-	Les Mines et Energie	5.574.000.000 F soit	3,77 %

Les autres Départements ont moins de 5 Milliards chacun :

1.-	Intérieur	4.929.000.000 F soit	3,34 %
2.-	Défense Nationale	3.300.000.000 F soit	2,23 %
3.-	Santé et Affaires Sociales	3.026.000.000 F soit	2,05 %
4.-	Education Nationale	2.705.000.000 F soit	1,83 %
5.-	Commerce	1.640.000.000 F soit	1,11 %
6.-	Tourisme et Environnement	1.483.000.000 F soit	1,01 %
7.-	Jeunesse et Sports	1.150.000.000 F soit	0,78 %.

Les autres Départements ont moins d'un Milliard chacun. Une provision de 9.310.000.000 de Francs est prévue pour parer à d'éventuels réajustements des allocations.



REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO
Travail-Démocratie-Paix

// LOI DE FINANCES N° 52/82 / DU 30 Décembre 1982
POUR L'ANNEE 1983

L'ASSEMBLEE NATIONALE POPULAIRE a délibéré et adopté,

LE PRESIDENT DU COMITE CENTRAL DU PARTI CONGOLAIS DU TRAVAIL, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT, PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES promulgue la Loi dont la teneur suit :

ARTICLE 1er. - Les Recettes et les Dépenses du Budget de l'Etat, ainsi que les opérations de trésorerie
rattachées à l'exécution dudit Budget sont, pour l'année 1983, réglées conformément aux dispositions de la
présente Loi.

PREMIERE PARTIE : DES VOIES ET MOYENS

PARAGRAPHE 1er : DISPOSITIONS D'ORDRE FISCAL

1.- Des droits et taxes de Douane

ARTICLE 2.- Sont suspendus jusqu'à nouvel ordre en République Populaire du Congo les droits et taxes de
douane applicables aux produits de la position tarifaire suivante :

Numéro du tarif	Libellé simplifié	Droits et T.C.A.		
		D.D.	D.E.	T.C.A.
05.04.00	- Boyaux, vessies et estomacs d'animaux autres que de poissons	5 %	10 %	T.N.

ARTICLE 3.- L'article 5 de la Loi n° 19/61 du 25 Janvier 1961 exonérant la Banque Nationale de Développement du Congo (B.N.D.C.) du paiement de tous Impôts, Droits et Taxes est abrogé.

DEUXIEME PARTIE : DES BUDGETS ET COMPTES SPECIAUX

ARTICLE 4.- Les affectations résultant des Budgets et Comptes spéciaux ouverts à la date du dépôt de la présente Loi sont confirmées pour l'année 1983.

ARTICLE 5.- Sont autorisées en 1983 les opérations de dépenses retracées dans les Comptes et Fonds spéciaux du Trésor visés à l'article 4.

TROISIEME PARTIE : BUDGET DE L'ETAT

ARTICLE 6.- Le Budget Général de l'Etat est arrêté tant en Recettes qu'en Dépenses à la somme de :
TROIS CENT QUATRE VINGT HUIT MILLIARDS NEUF CENT SOIXANTE SEPT MILLIONS F.CFA (388.967.000.000 F)
répartie comme suit :

- Budget de fonctionnement	241.000.000.000 F
- Budget d'Investissement	<u>147.967.000.000 F</u>
Total	388.967.000.000 F

La structure des deux Budgets est la suivante :

a) <u>Recettes du Budget de fonctionnement</u>	304.000.000.000 F
Reversement au Budget d'Investissement	<u>63.000.000.000</u>
Budget réel	241.000.000.000 F
b) <u>Budget d'Investissement :</u>	
- Contribution du Budget de fonctionnement	63.000.000.000 F
- Autres ressources	<u>84.967.000.000 F</u>
	147.967.000.000 F



A.- BUDGET ORDINAIRE OU DE FONCTIONNEMENT

1.- RESSOURCES

ARTICLE 7.- Les ressources du Budget de fonctionnement sont arrêtées à la somme de : TROIS CENT QUATRE MILLIARDS DE FRANCS CFA (304.000.000.000 F.CFA) détaillée comme suit :

A handwritten signature in dark ink, consisting of a large, stylized 'A' or 'P' shape with a long, sweeping horizontal stroke extending to the right.

SECT.	CHAP.	ART.	L I B E L L E	PREVISIONS 1982 AU 31 OCTOBRE.	PREVISIONS 1983	VARIATIONS
011-10			<u>TITRE I - RECETTES FISCALES</u>			
			<u>GROUPE ' 011-IMPOTS ET TAXES INTERIEURS.</u>			
			<u>IMPOTS DIRECTS.</u>			
		01	<u>IMPOTS SUR REVENUS DES PERSONNES PHYSIQUES.</u>			
		10	- I. R. P. P.	12.541.352.000	10.939.000.000	- 1.602.352.000
		11	- Impôt complémentaire.....	1.223.525.000	192.000.000	- 1.031.525.000
			Total Chap. 01.....	13.764.877.000	11.131.000.000	- 2.633.877.000
		02	<u>IMPOTS SUR REVENUS DES PERSONNES MORALES.</u>			
		10	- Impôts sur les Sociétés.....	14.822.308.000	17.055.000.000	+ 2.232.692.000
		11	- Taxe spéciale sur les Sociétés.....	3.360.141.000	3.669.000.000	+ 308.859.000
		20	- Impôts sur les Sociétés pétrolières.....	97.660.000.000	124.000.000.000	+ 26.340.000.000
			Total Chap. 02.....	115.842.449.000	144.724.000.000	+ 28.881.551.000
		03	<u>TAXES ASSIMILEES.</u>			
		10	- Taxe civique d'investissement.....	-	-	-
			Total Chap. 03.....	-	-	-
		04	<u>IMPOTS SUR LE PATRIMOINE.</u>			
		10	- Taxe sur les terrains à bâtir.....	-	-	-
		11	- Taxe sur les véhicules des sociétés.....	5.317.000	14.720.000	+ 9.403.000
		20	- Taxe immobilière.....	249.276.000	165.000.000	- 84.276.000
			Total Chap. 04.....	254.593.000	179.720.000	- 74.873.000
		05	<u>AUTRES IMPOTS DIRECTS.</u>			
		10	- Patentes.....	-	-	-
		11	- Centimes Additionnels à patentes.....	-	-	-
		20	- Taxe forfaitaire.....	4.149.404.000	5.388.000.000	+ 1.238.596.000
		21	- Taxe d'apprentissage.....	30.829.000	184.000.000	+ 153.171.000
		30	- Taxe sur les appareils de télévision.....	1.650.000	10.120.000	+ 8.470.000
			Total Chap. 05.....	4.181.883.000	5.582.120.000	+ 1.400.237.000
			Total Section 011-10.....	134.043.802.000	161.616.840.000	+ 27.573.038.000

SECT.	CHAP	ART.	L I B E L L E	PREVISIONS 1982 AU 31 OCTOBRE	PREVISIONS 1983	VARIATIONS
011-11	10		<u>IMPOTS INDIRECTS</u>			
			<u>IMPOTS SUR LES TRANSACTIONS</u>			
		10	- Impôts sur le Chiffre d'affaires.....	3.767.400.000	6.207.000.000	+ 2.439.600.000
		11	- Taxe intérieure sur les transactions.....	10.093.566.000	10.292.000.000	+ 198.434.000
		20	- Taxe sur les crédits à la consommation.....	529.912.000	460.000.000	- 69.912.000
			Total Chap. 10.....	14.390.878.000	16.959.000.000	+ 2.568.122.000
	11		<u>AUTRES IMPOTS INDIRECTS</u>			
		10	- Licences.....	-	-	-
		11	- Centimes Additionnels à licences.....	-	-	-
			Total Chap. 11.....	-	-	-
011-12	20		<u>IMPOTS MIXTES</u>			
			<u>ENREGISTREMENT ET TIMBRE</u>			
		10	- Droit d'enregistrement.....	1.255.315.000	1.184.000.000	- 71.315.000
		20	- Droit de timbre.....	270.005.000	155.480.000	- 114.525.000
			Total Chap. 20.....	1.525.320.000	1.339.480.000	- 185.840.000
	21		<u>AUTRES IMPOTS MIXTES</u>			
		10	- Fonds National d'investissement.....	-	-	-
			Total Chap. 21.....	-	-	-
			Total section 011-12....	1.525.320.000	1.339.480.000	- 185.840.000
			Total Groupe 011.....	149.960.000.000	179.915.320.000	+ 29.955.290.000

SECT.	CHAP.	ART.	L I B E L L E	PREVISIONS 1982 AU 31 OCTOBRE	PREVISIONS 1983	VARIATIONS			
012-20	30		<u>GROUPE 012</u>						
			<u>IMPOTS ET TAXES EN DOUANE</u>						
			<u>A L'IMPORTATION</u>						
			<u>DROIT A L'IMPORTATION</u>						
		10	- Droits de douane à l'importation	6.547.746.000	6.693.122.000	+	145.376.000		
		20	- Droits d'entrée	13.948.784.0000	14.085.122.000	+	136.338.000		
		30	- Taxe Unique	7.915.733.000	8.521.122.000	+	605.389.000		
		40	- Taxe complémentaire	2.807.394.000	2.761.122.000	-	46.272.000		
			Total Chap. 30	31.219.657.000	32.060.488.000	+	840.831.000		
		31		<u>IMPOTS DIRECTS</u>					
012-20	31	10	- T.C.A. à l'importation	6.403.399.000	6.557.122.000	+	153.723.000		
		11	- Taxe sur les hydrocarbures	-	-	-	-		
		21	- Taxe sur les boissons alcoolisées	388.116.000	297.122.000	-	90.994.000		
			Total Chap. 31	6.791.515.000	6.854.244.000	+	62.729.000		
			Total Section 012-20	38.011.172.000	38.914.732.000	+	903.560.000		
		012-20	33		<u>A L'EXPORTATION</u>				
					<u>DROITS A L'EXPORTATION</u>				
				10	- Droits de sortie	141.745.000	70.860.000	-	70.885.000
				11	- Droits de sortie sur les bois	204.132.000	325.698.000	+	121.566.000
					Total Chap. 33	345.877.000	396.558.000	+	50.681.000
34				<u>IMPOTS INDIRECTS</u>					
10	- T.C.A. à l'exportation			240.398.000	279.579.000	+	39.181.000		
11	- Taxe sur les bois en grume			-	-	-	-		
30	- Taxe de reboisement			-	-	-	-		
31	- Taxe sur les peaux crocodiles			1.515.000	671.000	-	844.000		
	Total Chap. 34	241.913.000	280.250.000	+	38.337.000				

SECT.	CHAP	ART.	L I B E L L E	PREVISIONS 1982 AU 31 OCTOBRE	PREVISIONS 1983	VARIATIONS
012-22	35		<u>TAXES ET DROITS DIVERS</u>			
		10	- Taxe de recherche	981.000	-	- 981.000
			Total Chap. 35	981.000	-	- 981.000
			Total Section 012-21 ..	588.771.000	676.808.000	+ 88.037.000
			<u>PRODUITS DIVERS</u>			
	36		<u>PRODUITS DIVERS</u>			
		10	- Prélèvement pour services rendus	47.797.000	1.309.000	- 46.488.000
		20	- Contentieux	262.818.000	317.122.000	- 54.304.000
		21	- Droits accessoires	89.442.000	90.029.000	+ 587.000
			Total Chap. 36	400.057.000	408.460.000	+ 8.403.000
			Total Section 012-22 ...	400.057.000	408.460.000	+ 8.403.000
			Total Groupe 012	39.000.000.000	40.000.000.000	+ 1.000.000.000
			Total Titre 1	188.960.000.000	219.915.320.000	+ 30.955.320.000

SECT.	CHAP.	ART.	L I B E L L E	PREVISIONS AU 31 OCTOBRE 1982	PREVISIONS 1983	VARIATIONS
			<u>TITRE II</u>			
			<u>RECETTES DES DOMAINES ET DES SERVICES</u>			
			<u>GROUPE 021 REVENUS DES DOMAINES</u>			
021-30			<u>DOMAINE PUBLIC</u>			
	40		<u>REVENUS DU DOMAINE PUBLIC</u>			
		10	- Droit d'occupation	300.000	P.M.	- 300.000
		11	- Vente matériel réforme de l'Etat	7.000.000	4.500.000	- 2.500.000
			Total Chap.40	7.300.000	4.500.000	- 2.800.000
			Total section 021-30 ..	7.300.000	4.500.000	- 2.800.000
021-31			<u>DOMAINE PRIVE</u>			
	41		<u>REVENUS DES DOMAINES FONCIERS</u>			
			<u>IMMOBILIERS ET MOBILIERS</u>			
		10	- Conservation foncière	19.000.000	17.480.000	- 1.520.000
		11	- Revenu des valeurs et partic. de l'Etat	-	P.M.	-
		12	- Redevances des logements administratifs	20.000.000	29.180.000	+ 9.180.000
		13	- Autres revenus du Domaine privé	3.000.000	62.700.000	+ 59.700.000
			Total Chap. 41	42.000.000	109.360.000	+ 67.360.000
	42		<u>REVENU DU DOMAINE FOREST. ET CHASSES</u>			
		10	- Redevances et droits forestiers	65.000.000	1.051.000.000	+ 986.000.000
		11	- Redevances et droits de chasse	18.000.000	21.000.000	+ 3.000.000
			Total Chap.42	83.000.000	1.072.000.000	+ 989.000.000
	43		<u>REVENUS DU DOMAINE MINIER</u>			
		10	- Redevances et droits miniers	338.800.000	498.200.000	+ 159.400.000
		11	- Redevances pétrolières	52.340.000.000	80.000.000.000	+27.660.000.000
			Total Chap.43	52.678.800.000	80.498.200.000	+27.819.400.000
			Total Sect. 021-31	52.803.800.000	81.679.560.000	+28.875.760.000
			TOTAL GROUPE 021	52.811.100.000	81.684.060.000	+28.872.960.000

SECTION	CHAP	ART.	L I B E L L E	PREVISIONS AU 31 OCTOBRE 1982	PREVISIONS 1 9 8 3	VARIATIONS
022-40	50		<u>GROUPE 022</u>			
			<u>RECETTES DES SERVICES</u>			
			<u>TAXES ET DROITS</u>			
			<u>TAXES POUR SERVICES RENDUS</u>			
		10	- Droits de Passeport et visas.....	765.000	1.500.000	+ 735.000
		11	- Droits de Chancellerie.....	1.200.000	1.800.000	+ 600.000
		20	- Droits d'inscription au Régistre de Commerce.....	100.000	120.000	+ 20.000
		21	- Taxe de contrôle des prix.....	12.500.000	95.000.000	+ 82.500.000
		30	- Taxe sur les permis de conduire.....	5.500.000	7.000.000	+ 1.500.000
		31	- Taxe sur les cartes grises.....	13.000.000	10.000.000	- 3.000.000
022-41	51	32	- Taxe sur les primes d'assurance (A.R.C.).....	-	-	-
		40	- D.G.C.R.F.	310.000.000	355.000.000	45.000.000
			Total Chap. 50.....	343.065.000	470.420.000	+ 127.355.000
			Total Section 022-40.....	343.065.000	470.420.000	+ 127.355.000
			<u>CONDAMNATIONS PECUNIAIRES</u>			
			<u>AMENDES JUDICIAIRES</u>			
		10	- Amendes et frais de justice	6.400.000	5.000.000	- 1.400.000
		11	- Amendes forfaitaires de Police.....	75.000.000	51.000.000	- 24.000.000
			Total Chap. 51.....	81.400.000	56.000.000	- 25.400.000
			<u>REPARTITIONS CIVILES</u>			
	52	10	- Véhicules Administratifs.....	P.M.	P.M.	-
			Total Chap. 52.....	-	-	-
			Total Section 022-41.....	81.400.000	56.000.000	- 25.400.000

SECTION	CHAP.	ART.	LIBELLE	PREVISIONS AU 31/10/82	PREVISIONS 1 9 8 3	VARIATIONS
022-42	60		<u>CESSION ET RECETTES D'EXPLOITATION</u>			
			<u>PREMIER MINISTRE</u>			
		10	- Journal Officiel.....	1.000.000	1.000.000	-
		11	- Garage Administratif.....	7.497.000	10.000.000	+ 2.503.000
			TOTAL CHAP. 60.....	8.497.000	11.000.000	+ 2.503.000
	61		<u>DEFENSE NATIONALE ET SECURITE</u>			
		10	- Transports Aériens Militaires.....	10.000.000	20.000.000	+ 10.000.000
		11	- Menuiserie et Atelier du Génie.....	P.M.	6.800.000	+ 6.800.000
		12	- Subsistances Militaires.....	10.000.000	20.000.000	+ 10.000.000
		13	- Direction Centrale de l'Economie.....	15.000.000	30.300.000	+ 15.300.000
		14	- Cessions diverses.....	3.000.000	-	- 3.000.000
			TOTAL CHAP. 61.....	38.000.000	77.100.000	+ 39.100.000
	62		<u>INFORMATIONS</u>			
		10	- Radio et Télévision.....	13.000.000	13.000.000	-
		11	- Agence Congolaise d'Information.....	500.000	20.000.000	+ 19.500.000
		12	- Imprimerie Nationale.....	67.330.000	40.000.000	- 27.330.000
			TOTAL CHAP. 62.....	80.830.000	73.000.000	- 7.830.000
	63		<u>AGRICULTURE</u>			
		10	- Stations et Fermes d'Agriculture.....	3.500.000	3.500.000	-
		11	- Stations et Fermes d'élevage.....	10.000.000	10.000.000	-
		12	- Autres Recettes.....	P.M.	-	-
			TOTAL CHAP. 63.....	13.500.000	13.500.000	-

SECT.	CHAP.	ART.	LIBELLE	PREVISIONS AU 31 OCTOBRE 1982	PREVISIONS 1983	VARIATIONS
	64		<u>S A N T E</u>			
		10	- Hôpital Adolphe Sicé	70.000.000	40.000.000	- 30.000.000
		11	- Maternité Blanche Gomez	40.000.000	40.000.000	-
		12	- Hopital Général	-	-	-
		13	- Hôpital A.P.N.	15.000.000	25.000.000	+ 10.000.000
		14	- Centre Urbain d'Hygiène Générale	5.000.000	5.000.000	-
		15	- Cessions divers Services	-	-	-
			Total Chapitre 64	130.000.000	110.000.000	- 20.000.000
	65		<u>AUTRES MINISTÈRES</u>			
		10	- Main d'Oeuvre Pénale	238.000	100.000	- 138.000
		11	- Parc Zoologique	3.000.000	3.000.000	-
		12	- Cadastre	3.400.000	2.000.000	- 1.400.000
		13	- Contrôle des prix imprimés (vente des imp.)	2.780.000	3.500.000	+ 720.000
		14	- Statistiques (vente du Bull. de la Direction des Statistiques et des Etudes Economiques	400.000	500.000	+ 100.000
		15	- Enseignement	-	-	-
		16	- Etablissements Sportifs (stade de la Révolution) ...	3.200.000	3.200.000	-
		17	- Autres Etablissements Sportifs et Cult. (Piscine Olympique CFRAD et autres)	-	-	-
		18	- Bureau Central du Matériel	4.090.000	20.000.000	+ 15.910.000
		19	- Hydrocongo (Taxe spéciale sur le Carburant	-	-	-
		20	- Ministère du Commerce-taxe parafiscale sur les bois- sons ;	-	-	-
			TOTAL CHAP. 65	17.108.000	32.300.000	+ 15.192.000
			Total Section 022 - 42	287.935.000	316.900.000	+ 28.965.000

SECT.	CHAP.	ART.	LIBELLE	PREVISIONS 1 9 8 2 AU 31 OCTOBRE	PREVISIONS 1 9 8 3	VARIATIONS
022-43			<u>PRODUITS DIVERS</u>			
	67		<u>RESTITUTIONS</u>			
		10	- Reprise d'avance de solde.....	138.000.000	130.000.000	- 8.000.000
		11	- Restitution des sommes indûment perçues.....	30.000.000	50.000.000	+ 20.000.000
		12	- Recettes en atténuation des dépenses.....	10.000.000	30.000.000	+ 20.000.000
			TOTAL CHAP. 67.....	178.000.000	210.000.000	+ 32.000.000
	68		<u>RECETTES IMPREVUES</u>			
		10	- Recettes imprévues.....	10.000.000	90.000.000	+ 80.000.000
		11	- Recettes extraordinaires.....	-	-	-
		12	- Report de la gestion précédente.....	328.500.000	1.257.300.000	+ 928.800.000
			TOTAL CHAP. 68.....	338.500.000	1.347.300.000	+ 1.008.800.000
			TOTAL SECT. 022-43.....	516.500.000	1.557.300.000	+ 1.040.800.000
			TOTAL GROUPE 022.....	1.228.900.000	2.400.620.000	+ 1.171.720.000
			TOTAL TITRE 11.....	54.040.000.000	84.084.680.000	+30.044.680.000

SECTION	CHAP.	ART.	L I B E L L E	PREVISIONS 1 9 8 2	PREVISIONS 1 9 8 3	VARIATIONS
031-50			<u>TITRE III</u>			
			<u>TRANSFERTS</u>			
			<u>GROUPE 031 - REGLEMENTS DES ORGANIS-</u> <u>MES DIVERS</u>			
			<u>CONTRIBUTIONS</u>			
			TOTAL CHAP. 70			
			TOTAL SECTION 031-50 ..			
			TOTAL GROUPE 031			

SECTION	CHAP.	ART.	L I B E L L E	PREVISIONS AU 31/10/1982	PREVISIONS 1 9 8 3	VARIATIONS
032-60	80		<u>GROUPE 032 - RESSOURCES EN CAPITAL</u>			
			<u>RESSOURCES EN CAPITAL.</u>			
		10	- RECETTES EXCEPTIONNELLES			
			TOTAL CHAP. 80			
			TOTAL SECTION 032-60.....			
			TOTAL GROUPE 032			
			TOTAL TITRE III.....			
			TOTAL GENERAL DES RECETTES.....	243.000.000.000F	304.000.000.000F	61.000.000.000F

TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES

- 31 -

NATURE DES RECETTES	PREVISIONS 1982 AU 31 OCTOBRE	PREVISIONS 1983	VARIATIONS	% DES VARIATIONS	% DU TITRE	% DU TOTAL BUDGET...
<u>TITRE I - RECETTES FISCALES</u>						
- Groupe 011 - Impôts et Taxes Intérieurs	52.300.000.000	55.915.320.000	+ 3.615.320.000	+ 6,91 %	25,42 %	18,39 %
- Impôts sur les Sociétés Pétrolières	97.660.000.000	124.000.000.000	+26.340.000.000	+ 26,97 %	56,39 %	40,79 %
- Groupe 012 - Droits et Taxes en Douanes	39.000.000.000	40.000.000.000	+ 1.000.000.000	+ 2,56 %	18,19 %	13,16 %
TOTAL TITRE 1	188.960.000.000	219.915.320.000	+30.955.320.000	+ 16,38 %		72,34 %
<u>TITRE II - RECETTES DES DOMAINES ET DES SERVICES</u>						
- Groupe 021 - Revenus du Domaine	471.100.000	1.684.060.000	+ 1.212.960.000	+ 257,47 %	2,01 %	0,56 %
- Redevances Pétrolières	52.340.000.000	80.000.000.000	+27.660.000.000	+ 52,84 %	95,15 %	26,32 %
- Groupe 022 - Recettes des Services	1.228.900.000	2.400.620.000	+ 1.171.720.000	+ 95,34 %	2,86 %	0,78 %
TOTAL TITRE II	54.040.000.000	84.084.680.000	+30.044.680.000	+ 55,59 %		27,66 %
<u>TITRE III - T R A N S F E R T S :</u>						
- Groupe 031 - Réglements des Organismes divers ..	-	-	-			
- Groupe 032 - Ressources en Capital	-	-	-			
TOTAL TITRE III	-	-	-			
TOTAL GENERAL DES RECETTES	243.000.000.000	304.000.000.000	+61.000.000.000	+ 25,10 %		100 %

ARTICLE 8.- Le montant des Dépenses du Budget Ordinaire ou de fonctionnement est arrêté à la somme de : TROIS CENT QUATRE MILLIARDS DE FRANCS CFA (304.000.000.000 F.CFA) répartie comme suit et détaillée à l'annexe B constituée par l'état détaillé des dépenses :

- Crédits ouverts aux services	241.000.000.000 F
- Contribution au Budget d'Investissement.....	<u>63.000.000.000</u>
Total	304.000.000.000 F

BUDGET ORDINAIRE OU DE FONCTIONNEMENT

TITRE Ier
DETTE PUBLIQUE

CHAPITRE 153-90

- Dette extérieure (Charges des Emprunts)	88.646.638.828 F
---	------------------

CHAPITRE 153-21

- Dette intérieure	8.353.361.172 F
--------------------------	-----------------

CHAPITRE 153-92

- Dette viagère	18.892.000 F
-----------------------	--------------

TOTAL DU TITRE Ier = 97.018.892.000 F

TITRE 2
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

Groupe 1.- POUVOIRS PUBLICS

Section 211 : PARTI CONGOLAIS DU TRAVAIL

Chapitre 10 Personnel	950.120.000 F
20 Matériel (voir Transferts)	
sous-total.....	<u>950.120.000 F</u>

TITRE 3
TRANSFERTS

!
!
!
!
!
!
!
!
!
!

Section 311 = 2.955.000.000 F
TOTAL 3.905.120.000 F

TITRE 2

TITRE 3
(TRANSFERTS)

SECTION 212 - ASSEMBLEE NATIONALE POPULAIRE

CHAPITRE 10 Personnel..... 83.530.000 F
20 Matériel(voir Transferts)

sous-total.... 83.530.000 F

Section 312 703.492.800 F

Total 787.022.800 F

SECTION 213 - PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

CHAPITRE 10 Personnel ... 783.671.000 F
20 Matériel 2.875.000.000 F

sous-total.. 3.658.671.000 F

TOTAL DES POUVOIRS PUBLICS :

Personnel... 1.817.321.000 F

Matériel ... 2.875.000.000 F

sous-total.. 4.692.321.000 F

Transferts 3.658.492.800 F

Total 8.350.813.800 F

MOYENS DES SERVICES

GROUPE 2

ACTION ADMINISTRATIVE GENERALE

SECTION 214 - PREMIER MINISTRE

CHAPITRE 10 Personnel..... 246.131.000 F
20 Matériel..... 1.392.966.950 F

sous-total.. 1.639.097.950 F

Section 314 86.000.000 F

Total 1.725.097.950 F

SECTION 221 - MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

CHAPITRE 10 Personnel..... 13.713.342.000 F
20 Matériel..... 9.985.637.500

sous-total 23.698.979.500 F

SECTION 222 - MINISTERE DE LA COOPERATION

CHAPITRE 10 Personnel 83.388.000 F
20 Matériel 197.400.000 F

sous-total..... 280.788.000 F

SECTION 231 - MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

CHAPITRE 10 Personnel 1.822.295.000 F
20 Matériel 788.549.138

sous-total 2.610.844.138 F

SECTION 232 - MINISTERE DE LA JUSTICE

CHAPITRE 10 Personnel 772.391.000 F
20 Matériel 163.317.109

sous-total..... 935.708.109 F

SECTION 233 - MINISTERE DE L'INFORMATION, DES POSTES
ET TELECOMMUNICATIONS

CHAPITRE 10 Personnel 1.116.268.000 F
20 Matériel 596.584.015

sous-total 1.712.852.015 F

! Section 321 70.000.000 F

! Total 23.768.979.500 F

! Section 331 465.481.302 F

! Total 3.076.325.440 F

! Section 332 19.986.030 F

! Total 955.694.139 F

! Section 333 122.299.138 F

! Total 1.835.151.153 F

SECTION 234 - MINISTERE DE L'INTERIEUR

CHAPITRE 10	Personnel	1.656.824.000 F
20	Matériel	<u>1.798.616.753 F</u>
	sous-total.....	3.445.440.753 F

TOTAL DU GROUPE

	Personnel	19.294.002.000 F
	Matériel	<u>14.923.071.465 F</u>
	sous-total.....	34.217.073.465 F

GROUPE 3
ACTION ECONOMIQUE

SECTION 241 - MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE
L'ELEVAGE

CHAPITRE 10	Personnel	1.554.463.000 F
20	Matériel	<u>190.441.149 F</u>
	sous-total.....	1.744.904.149 F

SECTION 242 - MINISTERE DES EAUX ET FORETS

CHAPITRE 10	Personnel	420.898.000 F
20	Matériel	<u>136.089.000 F</u>
	sous-total.....	556.987.000 F

SECTION 243 - MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS
ET DE LA CONSTRUCTION

CHAPITRE 10	Personnel	510.438.000 F
20	Matériel	<u>119.102.835 F</u>
	sous-total	629.540.835 F

Section 334 1.279.017.472 F

Total 4.734.458.225 F

Transferts 2.042.783.942 F

Total 36.259.857.407 F

Section 341 437.608.072 F

Total 2.182.512.221 F

Section 342 73.182.000 F

Total 630.169.000 F

Section 343 2.617.242.000 F

Total 3.246.782.835 F

SECTION 244 - MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION
CIVILE

CHAPITRE 10	Personnel	122.272.000 F
20	Matériel	<u>91.083.591</u>
	sous-total	213.355.591 F

SECTION 245 - MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DE LA
PECHE

CHAPITRE 10	Personnel	246.294.000 F
20	Matériel	<u>159.557.887</u>
	sous-total	405.851.887 F

SECTION 246 - MINISTERE DES MINES ET DE L'ENERGIE

CHAPITRE 10	Personnel	244.579.000 F
20	Matériel	<u>92.335.185</u>
	sous-total	336.914.185 F

SECTION 274 - MINISTERE DU TOURISME ET DE
L'ENVIRONNEMENT

CHAPITRE 10	Personnel	113.103.000 F
20	Matériel	<u>140.620.740</u>
	sous-total	253.723.740 F

SECTION 251 - MINISTERE DU COMMERCE

CHAPITRE 10	Personnel	271.513.000 F
20	Matériel	<u>131.373.960</u>
	sous-total	402.886.960 F

SECTION 252 - MINISTERE DU PLAN

CHAPITRE 10	Personnel	1.028.315.000 F
20	Matériel	<u>164.455.065</u>
	sous-total	1.192.770.065 F

Section 344 908.227.567 F
Total 1.121.583.158 F

Section 345 330.500.000 F
Total 736.351.887 F

Section 346 205.000.000 F
Total 541.914.185 F

Section 374 35.730.000 F
Total 289.453.740 F

Section 351 158.920.000 F
Total 561.806.960 F

Section 352 1.212.795.287 F
Total 2.405.565.352 F

SECTION 253 - MINISTERE DES FINANCES

CHAPITRE 10	Personnel	2.074.894.000 F
20	Matériel	<u>1.134.562.075</u>
	sous-total	3.209.456.075 F

TOTAL DU GROUPE 3

Personnel	6.586.769.000 F
Matériel	2.359.621.487
Transferts	<u>88.075.816.943</u>
Total	97.022.207.430 F

GROUPE 4
ACTION CULTURELLE ET SOCIALE

SECTION 261 - MINISTERE EDUCATION NATIONALE

CHAPITRE 10	Personnel	20.793.902.000 F
20	Matériel	<u>1.184.290.538</u>
	sous-total	21.978.192.538 F

SECTION 263 - MINISTERE DE LA CULTURE ET DES ARTS,
CHARGE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

CHAPITRE 10	Personnel	720.447.000 F
20	Matériel	<u>113.243.002</u>
	sous-total	833.690.002 F

SECTION 264 - MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

CHAPITRE 10	Personnel	1.421.322.000 F
20	Matériel	<u>101.952.105</u>
	sous-total	1.523.274.105 F

Section 353 :

- hors contribution à l'investissement...	19.096.612.017 F
- contribution à l'investissement.....	<u>63.000.000.000</u>
Total	82.096.612.017 F

Section 361	<u>14.141.506.243 F</u>
Total	36.119.698.781 F

Section 363	<u>430.698.987 F</u>
Total	1.264.388.989 F

Section 364.....	<u>854.774.970 F</u>
Total	2.378.049.075 F

SECTION 271 - MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES

CHAPITRE 10 Personnel 6.537.395.000 F
 20 Matériel 2.691.522.900
 sous-total..... 9.228.917.900 F

Section 371 1.910.716.915 F
 Total 11.139.634.815 F

SECTION 272 - MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA
 PREVOYANCE SOCIALE

CHAPITRE 10 Personnel 982.540.000 F
 20 Matériel 106.666.503
 sous-total..... 1.089.206.503 F

Section 372..... 101.380.200 F
 Total 1.190.586.703 F

TOTAL DU GROUPE 4 :

Personnel 30.572.243.000 F
 Matériel 4.197.675.048
 Transferts..... 17.439.077.315 F
 Total..... 52.208.995.363 F

GROUPE 5
DEPENSES COMMUNES DE FONCTIONNEMENT

Section 280-01-10 Personnel à l'intérieur..... 156.875.000 F
 Section 280-02-10 Personnel à l'étranger..... 25.000.000
 Section 280-01-20 Matériel à l'intérieur..... 10.872.339.000
 Section 280-02-20 Matériel à l'étranger..... 2.085.000.000

Total 13.139.234.000 F

TOTAL DU TITRE 1 97.018.892.000 F
 TOTAL DU TITRE 2 95.764.937.000 F
 TOTAL DU TITRE 3 111.216.171.000 F

TOTAL 304.000.000.000 F

TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES

DESIGNATION	SERVICES VOTES 1 9 8 2	DECRET D'AVANCE	TOTAL PREVISIONS 1 9 8 2	PREVISIONS 1 9 8 3	DIFFERENCES		%	%
					EN PLUS	EN MOINS	(1)	(2)
- Dette Publique...	49.300.000.000	16.725.000.000	66.025.000.000	97.018.892.000	30.993.892.000	-	46,94	31,92
- Personnel...	53.812.799.000	-	53.812.799.000	58.270.335.000	4.457.536.000	-	8,28	19,16
- Matériel...	20.562.428.000	836.300.000	21.398.728.000	24.355.368.000	2.956.640.000	-	13,82	8,01
- Charges Communes...	13.144.484.000	2.990.315.531	16.134.799.531	13.139.234.000	-	2.995.565.531	-18,56	4,32
- Transferts hors contribution à l'investissement.....	26.680.289.000	448.384.469	27.128.673.469	48.216.171.000	21.087.497.531	-	77,73	15,06
- Contribution à l'investissement.	50.000.000.000	8.500.000.000	58.500.000.000	63.000.000.000	4.500.000.000	-	7,69	20,73
TOTAL.....	213.500.000.000	29.500.000.000	243.000.000.000	304.000.000.000	63.995.565.531	2.995.565.531	25,10	100,00

1/ Pourcentage des Variations

2/ Pourcentage par rapport au total budget 1983

QUATRIEME PARTIE
BUDGET D'INVESTISSEMENT

ARTICLE 9.- Les ressources du Budget de Capital ou d'Investissement sont arrêtées à la somme de : CENT QUARANTE SEPT MILLIARDS NEUF CENT SOIXANTE SEPT MILLIONS DE FRANCS (147.967.000.000 F.CFA) répartie comme suit :

A) <u>Ressources propres</u> :	
a. Transfert du Budget de fonctionnement	63.000.000.000 F
b. Taxe spéciale sur les carburants	200.000.000 F
c. Produit du portefeuille de l'Etat	1.000.000.000 F
d. Taxe touristique	225.000.000 F
e. Produit financier compte B.N.D.C.	150.000.000 F
f. Produit des comptes de la Caisse Congolaise d'Amor- tissement	400.000.000 F
g. Ressources exceptionnelles (garantie de change Zone Franc)	3.000.000.000 F
Sous-Total 67.975.000.000 F	
B) <u>Emprunts</u> :	
a. Bons d'Equipement	3.500.000.000 F
b. Avances de la Banque des Etats d'Afrique Centrale.....	11.000.000.000 F
c. Autres emprunts	58.432.000.000 F
Sous-total 72.932.000.000 F	
C) <u>Transferts d'origine extérieure</u>	
a. Fonds européen de développement	5.550.000.000 F
b. Fonds d'aide et coopération	794.000.000 F
c. Autres	716.000.000 F
Sous-total 7.060.000.000 F	
TOTAL GENERAL (A + B + C)= 147.967.000.000 F	

ARTICLE 10.- Sont accordés au Ministre du Plan pour 1983 des crédits de paiement imputables au Budget de l'Etat pour un montant de : CENT QUARANTE SEPT MILLIARDS NEUF CENT SOIXANTE SEPT MILLIONS DE FRANCS (147.967.000.000 F) couverts :

../...

- pour SOIXANTE TROIS MILLIARDS DE FRANCS (63.000.000.000 F) par la contribution du Budget de fonctionnement;
- pour SOIXANTE DOUZE MILLIARDS NEUF CENT TRENTE DEUX MILLIONS (72.932.000.000 F) par des emprunts contractés par l'Etat;
- pour DOUZE MILLIARDS TRENTE CINQ MILLIONS DE FRANCS (12.035.000.000 F) par des ressources propres et d'origine extérieure.

Les crédits de paiement sont répartis par Secteurs et par projets conformément aux tableaux joints en annexes.

CINQUIEME PARTIE : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 11.- Pour la couverture des besoins temporaires de trésorerie se manifestant au cours de l'année budgétaire, le Ministre des Finances est autorisé à recourir aux avances de la Banque des Etats d'Afrique Centrale dans les conditions fixées par les statuts de cet Etablissement.

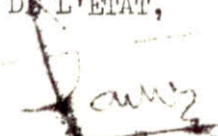
ARTICLE 12.- Le Président de la République est autorisé, pour l'année 1983, à contracter au nom de l'Etat des emprunts tant sur le marché financier intérieur que sur les marchés financiers étrangers ou auprès d'organismes financiers internationaux ou étrangers.

ARTICLE 13.- Toutes dispositions non contraires à la présente Loi sont maintenues.

ARTICLE 14.- La présente Loi sera publiée au Journal Officiel de la République Populaire du Congo et exécutée comme Loi de l'Etat.

FAIT A BRAZZAVILLE, LE 30 Décembre 1982

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT,



Colonel Denis SASSOU NGUESSO.-

PLAN QUINQUENNAL 1982/1983

BUDGET D'INVESTISSEMENT POUR 1983

ANNEXE N° 1 Tableau des crédits alloués

S E C T E U R S	! MONTANTS POUR 1983 ! (ENVELOPPES DE L'ETAT !	! % PAR RAPPORT AU ! TOTAL
- Agriculture et Elevage	9.432.000.000	6,38 %
- Eaux et Forêts	6.557.000.000	4,44 %
- Mines et Energie	5.574.000.000	3,76 %
- Industrie et Pêche	8.760.000.000	5,92 %
- Transports et Aviation Civile	13.700.000.000	9,26 %
- Travaux Publics et Construction	54.964.000.000	37,15 %
- Information, Postes et Télécommunications	7.286.500.000	4,87 %
- Commerce	1.640.000.000	1,11 %
- Tourisme et Environnement	1.483.000.000	1,01 %
- Education Nationale	2.705.000.000	1,82 %
- Culture, Arts, Recherche Scientifique	764.000.000	0,52 %
- Santé et Affaires Sociales	3.026.000.000	2,05 %
- Présidence de la République	Néant	
- Assemblée Nationale Populaire	45.000.000	0,03 %
- Primature	Néant	
- Intérieur (Sécurité)	2.079.000.000	1,41 %
- Intérieur (Administration du Territoire)	2.850.000.000	1,92 %
	4.929.000.000	3,34 %
- Travail et Prévoyance Sociale	500.000.000	0,34 %
- Justice	199.500.000	0,14 %
- Défense Nationale	3.300.000.000	2,25 %
- Jeunesse et Sports	1.150.000.000	0,78 %
- Parti Congolais du Travail	600.000.000	0,41 %

S E C T E U R S	MONTANTS POUR 1983 ENVELOPPES DE L'ETAT	% PAR RAPPORT AU TOTAL
- Finances	700.000.000	0,48 %
- Affaires Etrangères	517.000.000	0,35 %
- Coopération	Néant	
- Autres lignes	9.310.000.000	6,30 %
- Plan	* 10.825.000.000	7,32
TOTAL	147.967.000.000	

* Ce montant comporte un crédit de 6.225.000.000 F pour les villes-centres.

